

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse

Bar-le-Duc, le 26 juin 2024

Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer _ CS 70542
55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 juin 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IVRV (Wellman)

Zone Industrielle de Regret
55100 Verdun

Références : EK/302-2024
Code AIOT : 0003014418

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 juin 2024 dans l'établissement IVRV (Wellman) implanté Zone d'activité Latrie 55220 Les Souhesmes-Rampont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IVRV (Wellman)
- Zone d'activité Latrie 55220 Les Souhesmes-Rampont
- Code AIOT : 0003014418
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IVRV exploite une unité de valorisation de déchets de plastiques sur le territoire de la commune de LES-SOUHESMES-RAMPONT. Son activité consiste à transformer des paillettes de PET (elles-mêmes fabriquées à partir de bouteilles ou barquettes issues de la collecte sélective), en granulés de PET aptes au contact alimentaire grâce à 4 lignes de production. Ces granulés sont destinés à être réincorporés dans de nouvelles bouteilles.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
3	APMD - Stockage plastique	AP de Mise en Demeure du 29/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est tenu de corriger les écarts au décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 mis en évidence lors de l'audit réalisé par l'APAVE du 17 janvier au 18 janvier 2024.

Les exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 décembre 2023 sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
Constats : L'inspection précise que les eaux pluviales sont canalisées sur le site. Elles passent pas un déboureur-déshuileur avant de rejoindre un bassin tampon puis un bassin d'infiltration. Il n'y a aucun rejet vers un cours d'eau. Le bassin tampon est régulièrement nettoyé. L'inspection constate la présence de filtres au niveau des regards d'eaux pluviales dans les zones où des granulés sont susceptibles d'être répandus. L'équipement est adapté aux dimensions des granulés produits sur le site. L'exploitant dispose également d'une balayeuse afin de récupérer les granulés répandus accidentellement. Il précise que cette balayeuse n'est pas adaptée pour l'extérieur, car les granulés sont incrustés dans le macadam ; une étude est en cours pour l'achat d'une balayeuse plus puissante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée :

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.

Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.

Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant présente le rapport de l'audit effectué par l'entreprise "APAVE Certification" du 17/01/2023 au 18/01/2023.

Le rapport précise que les procédures définies par l'exploitant sont globalement en accord avec les exigences du décret 2021-461 du 16 avril 2021.

L'auditeur relève 3 non-conformités qu'il qualifie de "mineures" et propose des actions correctives à mettre en œuvre.

L'exploitant précise que le site d'IVRV sur la commune des Souhesmes-Rampont ne dispose pas encore de son site internet propre. L'exploitant envisage de publier une synthèse du rapport d'audit sur le site internet du groupe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de lever les non-conformités mises en évidence suite à l'audit mentionné dans le présent constat dans le délai de 4 mois à compter de la date de réception du présent rapport.

L'exploitant doit publier sur son site internet ou le site internet du groupe une synthèse du rapport de l'audit mentionné dans le présent constat dans le délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : APMD - Stockage plastique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Respect du plan des stockages

Prescription contrôlée :

La société INDORAMA VENTURES RECYCLING VERDUN,[...], est mise en demeure,[...], de respecter

<p>les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral n°02022-2636 du 20 décembre 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [article 1.3], en ce qu'elles imposent que ses installations soient aménagées conformément aux plan et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés et en particulier en ce qui concerne le stockage extérieur de matières plastiques dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, • [article 5.1.5], en ce qu'elles imposent un accès libre aux engins de secours sur le périmètre de l'usine dans le délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les matières plastiques stockées hors emplacements autorisés ont été évacuées. La circulation des engins de secours est rétablie.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 décembre 2023 peut être levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>